

ment "étudie la situation"; le Gouvernement "s'applique activement à reviser ses mesures", et le reste. En d'autres termes, il n'a annoncé aucune mesure concrète. Il n'a annoncé aucun programme immédiat. Il n'a pas cherché à traduire ses paroles en actes.

Il me semble que nous Canadiens oublions beaucoup trop souvent que pour exporter nous devons également acheter. Parce que nous ne nous en sommes pas rendu compte, nous avons causé beaucoup de ressentiment,—et ce n'est pas étonnant,—en Grande-Bretagne. On a l'impression que le Canada ne fait peut-être pas autant qu'il le devrait pour résoudre la présente crise qui, en somme, est la nôtre autant que la leur.

Il y a quelques semaines, les Anglais prenaient des mesures énergiques et courageuses en vue de vendre sur les marchés de l'Amérique du Nord: ils dévaluaient la livre. Il est juste de dire, je crois, qu'ils n'auraient pas été forcés de recourir à une dévaluation aussi prononcée si les barrières douanières n'avaient pas été aussi élevées de ce côté-ci de l'Atlantique. Les Anglais ont recouru à une dévaluation de cette importance même s'ils savaient qu'elle provoquerait une hausse du coût de la vie chez eux. Ils se rendaient compte également que la dévaluation n'était qu'une première mesure, qu'elle n'apportait pas de solution permanente. Ils savaient qu'elle leur vaudrait un peu de répit. Cependant, la mesure ne portera ses fruits que s'ils trouvent une solution permanente. Il est dans l'intérêt du Parlement, aussi bien que du pays tout entier, d'aider la Grande-Bretagne à trouver cette solution à longue portée.

Le parti libéral n'a pas su, jusqu'ici, adopter une vigoureuse politique en matière d'importation. Il s'est occupé des exportations, mais a négligé les importations. Le Gouvernement se croise les bras pendant que l'acheteur anglais ou européen cesse graduellement de s'approvisionner au Canada faute de dollars canadiens. Il est certes du devoir du Parlement de conjurer cette menace.

Je crois que le pays y gagnerait si le Gouvernement instituait une Commission d'importations pour encourager les importations de Grande-Bretagne et des pays du sterling et réexpédier aux fabricants anglais les importations qui nous viennent actuellement des États-Unis. Il est vrai qu'un groupe de citoyens a institué cette semaine une commission privée, qu'on appelle, je crois, la Commission du dollar et du sterling, que préside M. Duncan. Nous croyons que c'est un pas dans la bonne voie. La Commission pourra être utile et nous espérons que le Gouvernement lui accordera de l'aide y compris de l'aide financière. Mais nous ne croyons pas qu'elle puisse redresser la situation. Il faut

draît une commission ministérielle, appuyée sans réserve par le Gouvernement, dirigée par des gens qui consacrerait tout leur temps à l'étude du problème. Le parti cécéliste espère que le Gouvernement prendra cette mesure pour faire face à cette crise commerciale.

Si nous tenons tellement, comme plusieurs l'ont prétendu, à encourager la Grande-Bretagne autant que possible en matière d'importations, il est sûrement temps d'accorder aux Anglais des concessions douanières. Il me semble qu'au cours des dernières années, le programme douanier du Gouvernement, surtout à l'égard de l'Angleterre, est trop imprévoyant. Dans son discours budgétaire du 22 mars 1949, le ministre, comme en fait foi le hansom, a déclaré:

Étant donné les négociations d'ordre douanier en cours à Annecy et d'autres pourparlers qu'on se propose de tenir au sujet du commerce... je ne propose aucune modification des droits existants.

Il a fait cette déclaration en mars. De tels propos sonnent mal venant d'un ministre d'un gouvernement qui s'est fait le champion d'une plus grande liberté du commerce. Il y a plusieurs années, le Gouvernement a annoncé à son de trompe la conclusion des accords de Genève, mais il n'a pas encore soumis ces accords au Parlement, de sorte que nous n'avons pu ni les approuver ni les désapprouver. De fait, plusieurs des avantages que les accords de Genève auraient valu au Canada ont été neutralisés par les interdictions et les autres mesures analogues décrétées par le Gouvernement.

Le texte des accords d'Annecy a été déposé il y a quelques semaines, mais les libéraux les plus fervents ne songeraient pas, je crois, à prétendre qu'ils auront des effets bien importants. La somme en jeu sera d'environ 20 millions sur un total de 2 milliards, soit moins de 1 p. 100 de notre commerce. Les accords commerciaux d'Annecy ne se rattachent même pas au plus important problème qui se pose pour le Canada en matière de commerce. Le Gouvernement ne fait guère qu'effleurer la question de nos difficultés commerciales. Il fait beaucoup de bruit à propos de rien lorsqu'il parle des accords d'Annecy.

Bien entendu, les Canadiens voient d'un bon œil les changements annoncés, mais ils se rendent compte que les accords d'Annecy ne représentent qu'une goutte d'eau dans la mer. Dans l'exposé budgétaire qu'il a présenté en mars, le ministre a déclaré sur un ton édifiant que le Gouvernement avait pour principe de faciliter aux exportateurs du Royaume-Uni la tâche de reconquérir leur part traditionnelle du marché canadien, et qu'il en était surtout ainsi dans le cas des cotonnades. C'était là un programme sensé,